

## GOUVERNEMENT MICHEL

# sncb 2,1 milliards d'économies imposées au groupe

Les chiffres ne racontent pas tout d'une histoire. Ils peuvent néanmoins en former le cadre, en définir les limites. C'est certainement ainsi qu'il faut interpréter les montants d'économies prévus pour le groupe SNCB par la nouvelle majorité gouvernementale. Des chiffres qu'on trouve recensés, assure-t-on, dans le volet budgétaire de l'accord du gouvernement Michel-Peeters et que devra s'efforcer d'appliquer la nouvelle ministre des cheminots, la MR Jacqueline Galand.

Pour les cinq prochaines années, le groupe SNCB au complet devrait ainsi réaliser des économies de 188 millions d'euros en 2015, 307 millions en 2016, 426 millions en 2017, 544 millions en 2018 et 663 millions en 2019. Total des efforts à produire sous la prochaine législature : 2,128 milliards ! Sachant que la dotation annuelle globale du Groupe est d'environ 3 milliards par an (dotation de fonctionnement, couverture du programme d'investissement...), soit 15 milliards au total, l'effort demandé s'élèverait à 14 %. Reste à déterminer sous quelle forme. Le précédent gouvernement, par exemple, n'avait pas joué sur la dotation mais avait demandé à la SNCB d'investir sur fonds propres pour certaines dépenses, quitte à augmenter la dette globale du groupe.

Le cadre budgétaire n'en dit rien et,

fatalement, le gouvernement nommé samedi n'en a pas encore débattu. Ce qui semble avoir été adapté, parallèlement à ces chiffres, c'est le principe que les efforts seront équitablement répartis entre les deux composantes du Groupe : l'opérateur SNCB (trains et gares) et Infrabel (gestion du réseau et infrastructure). Pour le reste, la voie reste encore entièrement à tracer pour

déterminer où ces économies vont devoir être réalisées. Sans doute un subtil mélange entre des réductions des dotations liées à l'exploitation (l'argent que l'État donne en direct, chaque année, aux filiales du chemin de fer pour fonctionner) et les investissements (sur le réseau pour Infrabel, dans les gares ou dans l'achat de nouveau matériel roulant à la SNCB). Le cadre général de ces investissements constitue un plan qui s'étend sur 12 ans (2013-2025 dans ce cas-ci), qui a été adopté par le précédent gouvernement et qu'il est prévu d'adapter en cours de route. Adapter, visiblement, pourra s'entendre par réduire.

**Un principe de répartition équitable des efforts entre SNCB et Infrabel aurait aussi été adopté**

Dans quels types d'investissements ?

Personne n'osera toucher à la sécurité et aux engagements pris après Buizingen dans la modernisation du système de sécurité du réseau. Restera donc principalement les chantiers (RER, gares, entretien des « petites lignes »...), l'achat de nouveau matériel ou le personnel. Sachant que, dans son accord général, le gouvernement a également prévu qu'Infrabel devra diminuer le tarif appliqué aux trains qui utilisent « son » réseau, le cadre des économies pourrait modifier radicalement des manières de fonctionner.

Enfin, autre possibilité dans l'esprit de l'accord « à la suédoise », la possibilité de renvoyer une plus importante part du financement des investissements vers les Régions. C'est un prin-

cipe que réclament ouvertement les partis flamands depuis de nombreuses années.

Pour le nouveau gouvernement, l'inscription de ces chiffres dans un agenda clair devra rapidement être confirmée tout comme les principes d'actions pour réaliser ces économies. Pas plus la direction du Groupe SNCB que les syndicats ou les navetteurs ne se montreront très patients sur le sujet. Une première urgence pour la nouvelle ministre ? ■

ÉRIC RENETTE

## salaires Le gel prolongé de deux ans

En l'absence d'une communication officielle sur l'accord de gouvernement - ce sera pour mardi, à la Chambre - les nouveaux ministres se sont exprimés sur tous les plateaux téléés, ce dimanche, au Sud, mais surtout au Nord du pays. L'occasion, pour eux, de préciser certains engagements suédois, mais aussi d'esquisser leurs priorités. Morceaux choisis.

**Un gel des salaires à moduler.** Kris Peeters, ministre de l'Emploi, a confirmé à la VRT que le saut d'index serait « social et intelligent ». « Concrètement, 127 millions seront dégagés pour les allocations les plus basses », a assuré le vice-Premier CD&V. Sur le plateau de la RTBF, Willy Borsus a assuré que le saut d'in-

dex « ne touchera pas les petites pensions, ni les allocataires sociaux, ni certaines autres catégories de la population, selon des modalités à définir en concertation sociale ». Le ministre des Classes moyennes a encore expliqué qu'« il n'y aura pas d'autre saut d'index que celui prévu en 2015 ». De son côté, Kris Peeters a apporté quelques précisions complémentaires. Comme le fait que le saut d'index « va de pair avec une modération salariale de deux ans ; sinon, les salaires dérapent ». L'accord de gouvernement ne dit pas autre chose : il prévoit le saut d'index en 2015 assorti « d'une période supplémentaire de modération salariale en 2015-2016 (ou aussi longtemps

que la compétitivité n'est pas restaurée) ». Pour rappel, le gouvernement Di Rupo avait introduit une modération salariale, hors inflation et hors augmentations barémiques. Kris Peeters a encore précisé que le saut d'index serait également corrigé via une autre mesure, l'augmentation du plafond pour les frais professionnels forfaitaires. Cela rapportera, selon les négociateurs, 250 euros par travailleur par an. Reste à déterminer si cette mesure bénéficiera bien à tous les travailleurs, ou seulement aux bas revenus. « Tous », affirme une source libérale.

**Privatiser Belfius.** Pour sa première sortie télévisée, le nouveau ministre des Finances, Johan Van Overtveldt, ex-rédac-

teur en chef de *Trends*, a frappé fort. Il a estimé que « *la banque d'Etat Belfius doit être privatisée* ». Avant de préciser que pareille décision devait se prendre « *dans l'intérêt des finances de l'Etat* », c'est-à-dire avec des conditions de marché favorables.

**Spécialiser les hôpitaux.** Invitée de la VRT, samedi soir, Maggie De Block a pour sa part estimé

que les hôpitaux devraient davantage se spécialiser. La nouvelle ministre de la Santé et des Affaires sociales y voit une possibilité de réaliser une partie des économies, en évitant les doublons entre traitements ou appareillages. Selon la ministre VLD, un réseau d'hôpitaux locaux serait maintenu, qui assurerait toutes les interventions chirurgicales ordinaires. En revanche,

les opérations plus spécialisées ne seraient plus effectuées dans tous les hôpitaux : les établissements devraient faire des choix. Maggie De Block estime que cela n'engendrerait que peu de désagréments pour les patients, la distance à parcourir pour se rendre à un hôpital étant relativement réduite, dans notre pays. ■

V.La.

## ASILE

### Theo Francken veut durcir les retours

Le nouveau secrétaire d'Etat à l'Asile et l'Immigration, Theo Francken (N-VA), baille ses priorités dans une interview au *Standaard*. Il annonce notamment vouloir durcir la politique des retours pour les sans-papiers

refusés dans notre pays. De manière volontaire si possible, de manière contrainte si nécessaire, précise-t-il. « *A court terme, le plus vite possible dans l'année qui vient, nous allons créer 100 nouvelles places dans les centres fermés* », annonce Theo Francken. Selon lui, il suffira pour ce faire de travailler sur les sites existants : « *Certaines ailes étaient vides, d'autres ont été*

*renovées* ». Selon lui toujours, la création d'une centaine de places supplémentaires permettra d'expulser un millier d'illégaux en plus. Le secrétaire d'Etat ne compte pas s'arrêter là. « *Les Pays-Bas ont environ 2.000 places en centres fermés. Notre pays en a moins de 600. Il y a donc encore de la marge pour étendre la capacité. C'est un élément clé, si nous voulons mieux lutter contre la crimina-*

*lité. Or, ce sont précisément les illégaux criminels que je vise, avec ma politique de retour. Pas les personnes qui sont intégrées et travaillent dans des métiers en pénurie.* » Theo Francken entend aussi réintroduire la possibilité de placer des familles avec des mineurs, en situation illégale, au centre 127 bis de Steenokkerzeel, « *dans un bâtiment adapté* ».

V.La.

## Maingain « Quelle vision noire de la société ! Rien de positif ! »

Le président du FDF n'est pas le plus tendre avec la suédoise, à laquelle, à vrai dire, il ne trouve que des défauts. Il s'est expliqué à plusieurs reprises à cet égard ces derniers jours, notamment sur les plateaux de télévision dimanche. Mais il ajoute ici une critique aux critiques, un concept fort...

**La suédoise n'a pas vos faveurs. Rien ne vous agrée dans le programme gouvernemental...**

*Surtout, à cet égard, je voudrais dire ceci : c'est le programme de la méfiance, basé sur une conception noire de la société où nous vivons. Oui, une conception noire, c'est cela. Il n'y a rien de positif dans tout cela. Je dirais même qu'on est en présence d'une conception punitive de la société. On ne mise pas sur ce qui est fort, brillant, enthousiasmant.*

**Un jugement grave...**

*En effet. Quelle considération pour notre univers social ? Aucune. Partout, à tout moment, de la méfiance. Pas un mot pour l'économie sociale, etc. Même le monde des entreprises n'est pas abordé positivement, je pense aux petites et moyennes entreprises... Ils se tournent vers le banc patronal prioritairement, mais pas tout le banc patronal.*

*Fondamentalement, cette coalition entretient l'hostilité entre les catégories sociales, entre les classes sociales. Elle ne rassemble pas dans un projet fédérateur, elle fait le contraire.*

**Les partenaires font grand cas, pourtant, de la nécessaire concertation sociale, avec les interlocuteurs sociaux, patrons et syndicats...**

*Des mots, des paroles, rien de plus. C'est purement formel. Il n'y a chez eux aucune volonté*

*de rechercher, de bâtir le consensus. Ajoutez que, contrairement au credo, l'activité économique, la croissance, ne se relance pas en estimant que le salaire en est l'ennemi... Tout est voué à ce qu'ils appellent la « compétitivité »,*

*mais c'est une impasse dans ces conditions. De graves erreurs ont d'ailleurs été commises à l'échelle européenne à cet égard. Si l'on cumule une politique monétaire restrictive, une politique budgétaire marquée par l'austérité, et des restrictions sur le pouvoir d'achat, où va-t-on ? Nulle part.*

*Au fond, derrière ce programme gouvernemental, il y a comme l'idée que la société est en perte de vue, et qu'il faut attendre le miracle de la « compétitivité »... C'est une vision erronée. On y revient : c'est sombre, c'est noir... ■*

Propos recueillis par  
DAVID COPPI